

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 1^{er} AVRIL 1909.

Proposition de loi portant dérogation en faveur des localités balnéaires,
thermales ou climatiques, à la loi du 24 octobre 1902.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Il serait superflu de s'attacher encore à démontrer l'importance du facteur économique que constituent nos villes balnéaires dans l'ensemble du pays.

Nul ne contestera, d'autre part, qu'aux principales d'entre elles surtout, les nécessités saisonnières imposent des sacrifices grandement disproportionnés avec les revenus qu'elles peuvent attendre de leurs populations sédentaires.

Jusqu'en ces dernières années, le législateur avait compris que la façon la plus raisonnable de procurer à ces villes — et particulièrement à Ostende et à Spa — les ressources extraordinaires dont elles avaient besoin, était de leur permettre l'établissement d'un Cercle dont le produit de la concession couvrit le budget saisonnier.

A l'heure actuelle, un fait s'impose — et c'est le seul terrain sur lequel nous voulons nous placer — : Ostende et Spa, frappées par les rigueurs de la loi du 24 octobre 1902, sont — si l'on ne vient à leur secours — irrémédiablement vouées à la déchéance et à la ruine.

*
* *
*

Lamentable est la situation d'OSTENDE :

Sans rappeler le préjudice que l'application rigoureuse de la loi de 1902 cause à ses grands hôtels, à ses restaurants, à ses maisons garnies, à ses magasins servant aujourd'hui de dépôts et de voie d'écoulement à une foule de produits de grande valeur de l'industrie du pays, il importe d'envisager

la situation financière au milieu de laquelle se débat maintenant la « *Reine des Plages* ».

L'équilibre du budget communal est assuré, à l'ordinaire, par une recette de 600,000 francs, portés sous la rubrique « *Produit de la location du Kursaal, du service des bains et du Théâtre royal.* » D'autre part, une somme de 276,000 francs figure, en recettes pour ordre, à l'extraordinaire du budget, sous la rubrique : « *Versements à opérer par le concessionnaire de l'exploitation du Kursaal, conformément au cahier des charges* ». La répartition judicieuse de cette somme importante entre tous les grands organismes sportifs qui avaient assumé la mission de faire d'Ostende un centre de haute élégance et de distractions sportives, son affectation partielle à la publicité, contribuaient puissamment à la prospérité de sa saison balnéaire. L'administration communale, en refusant, contrainte et forcée, de subsidier désormais ces puissants groupements sportifs, aura le sentiment de consacrer sa propre déchéance et de faire tomber Ostende au rang d'une plage de second ordre.

En supposant qu'un régime d'exception, justifié par les circonstances, ne vienne en rien modifier la loi de 1902, l'administration se verra dans l'obligation de reprendre l'exploitation en régie du Kursaal, des bains et du Théâtre. Or, d'après l'expérience des dernières années, cette exploitation du Kursaal et des bains ne peut être considérée, dans l'hypothèse de la suppression radicale des jeux, comme constituant une source de revenus pour la ville, tant les exigences du public cosmopolite sont devenues excessives en matière de confort et d'initiatives artistiques.

Quant au Théâtre royal, il apparaît que son exploitation, loin de mettre la ville en bénéfice, la constituera, d'après des évaluations modérées, en perte d'au moins 50,000 francs. La ville d'Ostende va donc se trouver, d'une année à l'autre, devant un budget général en déficit de 600,000 francs à l'ordinaire et de 276,000 francs à l'extraordinaire.

Les 600,000 francs de déficit ordinaire ne pourront, évidemment, être comblés que par le moyen d'impositions nouvelles. Et si l'on se rappelle que le chapitre tout entier des centimes additionnels et des impositions communales ne prévoit, pour l'exercice 1909, qu'une recette totale de 529,130 francs, il est facile de se rendre compte de la perturbation profonde que jettera, dans la vie économique des Ostendais, cette formidable aggravation de charges fiscales qui viendra précisément les accabler au moment où leur situation financière aura été ébranlée par une saison que tout annonce comme devant être déplorable en ses résultats.

Il importe de rappeler, pour envisager dans son ensemble la situation actuelle d'Ostende, les lourdes charges financières qui résultent, pour cette commune, de l'annexion du village de Mariakerke et d'une partie des villages de Steen et de Breedene, charges qui affectent particulièrement son budget de la bienfaisance et celui de ses travaux publics.

Enfin, il convient de rappeler aussi quelles sont, à l'heure présente, les charges de sa dette : la ville a à son passif une dette constituée non exigible,

datant d'avant 1830, d'un import de fr. 254,029.74, et les dettes exigibles suivantes résultent d'emprunts faits sous le régime belge depuis 1831.

Emprunt de 1858	fr. 1,000,000
— 1877	» 4,000,000
— 1891	» 325,000
— 1898	» 25,172,500
— 1909	» 2,100,000

Afin d'atténuer les effets désastreux prévus pour Ostende du vote de la loi de 1902, les Chambres ont bien voulu, il est vrai, mettre à la disposition de cette ville un crédit spécial de 5,000,000 de francs, mais ce crédit s'est trouvé rapidement absorbé par les travaux en cours ou en voie d'être mis en adjudication et donc voici le détail :

Église SS. Pierre et Paul	fr. 1,370,000	»
Assainissement de la rue Neuve.	86,900	»
Avenue Albert	692,009	60
Travaux d'aménagement du quartier d'Ostende-extension.	464,029	93
Travaux d'aménagement du quartier Est	434,454	12
Assainissement du quartier rue du Marais.	208,645	»
Portique-promenoir	742,751	35
Restauration de l'église de Mariakerke	14,195	»
Extension des installations maritimes	690,000	»
Amélioration du champ de courses.	41,275	»
Prise d'eau au canal de Bruges	84,625	»
Création d'un stand de tir	171,115	»
Total.	fr. 5,000,000	»

Voilà pour le présent.

Mais quand, d'ici à quelques années, les grands travaux d'utilité publique seront terminés, travaux dont les uns sont en voie d'exécution — comme le nouveau réseau d'égouts — et dont les autres sont absolument urgents et nécessités par l'intérêt du commerce, de la pêche maritime et de la prospérité saisonnière, travaux pour la plupart improductifs ou sans productivité immédiate et qui ont été décrétés sous la poussée encourageante des pouvoirs supérieurs, combien plus sombre et plus menaçante encore sera la situation de la ville d'Ostende !

Elle aura à faire face, à cette époque — dans quatre ans au plus tard —, au service du nouvel emprunt de 10,000,000 de francs qu'elle aura été obligée de contracter pour assurer l'achèvement de son outillage économique. Et si l'on ajoute cette annuité — qu'on doit évaluer à 400,000 francs — au déficit budgétaire de 600,000 francs qui vient d'être relevé dans sa situation présente, il est malheureusement trop certain que les impositions actuelles devront être **TRIPLES** pour arriver à équilibrer les finances de la ville.

* * *

Non moins lamentable est la situation de SPA.

En 1902, époque où existait un cercle de jeux, la ville recevait de celui-ci

une location de 123,000 francs, indépendamment de subsides très importants pour les fêtes et la publicité. Elle jouissait, en outre, de la recette des établissements de saison : bains, sources, casino, etc.

On peut, sans crainte d'être taxé d'exagération, évaluer à 423,000 francs environ le total des revenus directs et indirects dont bénéficiait le budget communal.

La suppression des jeux mit fin à ce régime et toutes les dépenses auxquelles faisait face le Cercle tombèrent à la charge exclusive de la ville. Elle vit de ce chef son budget se solder par un déficit annuel et ordinaire de 250,000 francs. Elle dut frapper des contributions nouvelles. Afin de compléter son outillage, des travaux importants durent être entrepris et coûtèrent plusieurs millions dont, deux lui furent accordés par la Législature, sous forme de crédits spéciaux destinés à atténuer, pour Spa, les effets à prévoir de la suppression des jeux (1).

(1) Les expropriations pour la construction du Kursaal, non compris l'Hôtel d'Orange, 500,000 francs (dont il faut défalquer 100,000 francs provenant de la vente du mobilier et des vins de cet hôtel et qui sont revenus à la ville), ont exigé une sortie de caisse de fr. 713,167.98. (Rapport communal, 1904, p. 10) Les intérêts des 500,000 francs de l'Hôtel d'Orange, hôtel légué aux Hospices de Spa, sont payés aux dits Hospices sur le pied de 3 p. c. D'après la convention du 27 novembre 1903, une somme de 1,200,000 francs a été réservée de la dotation de 2 millions à la construction du Kursaal. Il faut ajouter à cette somme les 274,285 francs, provenant de la vente à l'État du domaine forestier de la Heid Fanard.

Les dépenses suivantes, sauf défalcation des subsides de l'État et de la Province, ont été prélevées sur le fonds spécial :

- Construction d'égouts, boulevard Renier ;
- Construction d'égouts, rue Léopold prolongée ;
- Conduite d'eau de la Heid du Meunier et de Préfayhay ;
- Construction d'égouts, rue du Marché, boulevard des Anglais, rue Hanster, rue Delcau, Pasay Fleon, Clusins et avenue Chapman ;
- Acquisition de siphons automatiques Daulton ;
- Agrandissement des bains et appropriation ;
- Acquisition des stands des concours hippiques et du tennis ;
- Acquisition du Jardin des roses ;
- Acquisition du Poulhon « Prince de Condé » ;
- Réfection partielle de la conduite d'eau de Creppe ;
- Extension de la conduite d'eau du chemin de Stavelot ;
- Restauration du théâtre du Casino ;
- Restauration des cabines de l'Établissement des bains ;
- Renouvellement de la conduite de la source Marie-Henriette ;
- Réfection du bassin de natation. (Rapport communal, 1904, pp. 8 et 9.)

En résumé, selon les documents communaux, le fonds spécial de 2 millions s'est donc réparti comme suit :

Acquisitions et travaux divers dont la liste vient d'être donnée ci-dessus.	fr. 800,000
Construction du Kursaal	1,200,000
Pour la construction du Kursaal, l'État a donné :	

1,200,000 francs de la dotation spéciale,
274,285 — provenant de la vente des bois,

Soit 1,474,285 francs au total.

La dette de la ville est aujourd'hui de 6,600,000 francs (830 francs par habitant!) et de nouvelles contributions votées récemment par le conseil communal ont fixé les centimes additionnels à 200, les taxes sur le revenu cadastral à 8 p. c., et créé d'autres impositions nouvelles nombreuses : taxes sur le mobilier, sur la location, etc.

Malgré ces sources nouvelles de revenus, le budget ne peut s'équilibrer qu'en tablant sur une redevance importante à retirer d'un affermage des installations balnéaires et en prévoyant l'obligation, pour le fermier, d'assurer le déficit que présente toujours le budget des fêtes et de la publicité.

En dehors du moyen réservé à Spa par la présente proposition de loi, la ville se verra obligée de reprendre à son compte l'organisation de sa saison balnéaire et de trouver des ressources pour combler un déficit nouveau et certain d'au moins 200 à 250,000 francs. C'est, en prévision, 473 CENTIMES ADDITIONNELS à supporter par ses 8,000 contribuables, auxquels les pouvoirs publics, soucieux de ménager la beauté et le pittoresque de sites uniques, ne permettent même pas de chercher les moyens d'existence dans l'exploitation d'établissements industriels. Autant dire : c'est la désertion et l'abandon de la commune de Spa par ses propres habitants ; c'est la disparition, comme ville balnéaire, de cette « *Perle des Ardennes* », connue dans le monde entier depuis des siècles et qui, soit dit en passant, a valu, de 1851 à 1872 seulement, aux caisses de l'État, rien qu'en recettes directement versées, la somme de 25,000,000 de francs.

Pour Ostende et pour Spa, cette situation se compliquant, en outre, d'une stagnation des affaires provenant d'un ralentissement infiniment probable de la vie saisonnière — le passé l'a clairement démontré —, c'est la faillite en perspective pour des milliers de commerçants, la gêne et même la misère pour toute une population de braves gens ; c'est la déchéance pour deux admirables stations balnéaires, qui se trouveront désormais dans l'impossibilité de conserver la place prééminente que l'éclat de leur vie, la splendeur et la variété de leurs fêtes sportives leur avaient assurées parmi toutes les villes du continent.

*
* *
*

Telles sont les raisons pour lesquelles les auteurs de la présente proposition de loi se croient autorisés à réclamer, pour nos villes balnéaires, thermales ou climatériques, le rétablissement d'un régime d'exception que, très sagement, les Princes-Évêques de Liège, et, à leur suite, les pouvoirs publics belges, avaient concédé à Spa et à Ostende.

Les expropriations ont coûté fr. 715,167.98
Restait pour la construction 759,117.02

Le Rapport communal 1904-1905, page 8, porte que le solde disponible de la dotation à affecter uniquement aux travaux de construction du Kursaal était, au 12 juillet 1905, de 794,215 francs. (Dépêche de M. le Ministre des Finances et des Travaux publics du 12 juillet 1905. 2^e don, n° 6825, XVII. Enregistrement.)

On sait, en effet, que les Princes-Évêques de Liège autorisèrent à Spa l'ouverture d'un cercle pour obtenir la fermeture des tripots clandestins, et qu'ensuite, sous le régime de 1850, le Ministre de l'Intérieur autorisait, à son tour, l'administration communale à maintenir un cercle de jeux.

Le contrat fait en 1846 par M. le Ministre de l'Intérieur comte de Theux, étant expiré, fut renouvelé et prorogé jusqu'en 1861 par M. le Ministre de l'Intérieur Charles Rogier.

Au mois de décembre 1858, trois ans avant l'échéance de la convention, le contrat passé le 24 octobre de la même année entre l'administration communale de Spa et les actionnaires de la Société des jeux de cette ville pour le renouvellement du privilège pendant un terme de vingt-deux ans, fut approuvé par le Ministre.

Un décret impérial de 1806 prohibait, il est vrai, les jeux de hasard et les maisons de jeux et ordonnait aux procureurs généraux de diriger d'office des poursuites contre les délinquants. — Aujourd'hui le décret impérial est remplacé par la loi de 1902. — Mais il importe cependant de remarquer que le décret de 1806 prévoyait deux exceptions :

L'article 4 autorisait le Ministre à faire des règlements particuliers applicables à la capitale et aux villes d'eaux *minérales*. C'est de cette exception, accordée par le Ministre, que la ville de Spa avait continué à bénéficier.

La ville d'Ostende, bientôt poussée à son tour par les nécessités de son développement comme ville balnéaire et l'urgence qu'il y avait à enrayer l'extension des tripots clandestins dont la ville était infestée, réclama vivement le bénéfice d'une exception que les termes du décret semblaient cependant limiter aux villes possédant des *eaux minérales*. Un arrêté royal du 25 novembre 1865 consentit cette exception en imposant la répartition, selon une certaine proportion, du produit de l'installation d'un Cercle de jeux entre Ostende, Blankenberghe, Nieuport, Chaudfontaine et Heyst.

On le voit donc, s'il est vrai que les circonstances pénibles au milieu desquelles se débattent maintenant Spa et Ostende seraient suffisantes pour justifier la création d'un régime d'exception plus nécessaire que jamais, il n'en est pas moins vrai que la présente proposition de loi ne fait que continuer cependant une législation qui n'a cessé d'inspirer les pouvoirs publics.

Bien plus, la proposition de loi que nous avons l'honneur de soumettre à la Législature présente, croyons-nous, sur la législation antérieure de multiples avantages et, en outre, de sérieuses garanties contre les abus possibles en pareille matière. Il est aisé de s'en assurer par l'examen ci-après de l'économie de la proposition.

*
* * *

Afin de laisser à la loi une élasticité compatible avec les exigences légitimes des villes qui se trouveraient dans une situation analogue à celles de Spa et d'Ostende, la proposition consacre le principe d'une applicabilité à d'autres localités, sous la condition qu'un arrêté royal les range sous la catégorie des

villes balnéaires, thermales ou climatiques. L'arrêté royal serait pris sur avis conforme du corps administratif dont la compétence en la matière est la mieux indiquée : le Conseil supérieur d'hygiène publique.

L'autorisation de concéder l'établissement d'un cercle de jeux, pour les localités ainsi classées, serait en outre subordonnée à l'octroi d'un arrêté ministériel.

Ces conditions ont paru, aux auteurs de la proposition, devoir rassurer les Chambres sur l'usage abusif qui pourrait être fait de l'applicabilité générale de la loi aux diverses communes du pays.

L'obligation de ne permettre l'établissement d'un cercle que dans les locaux appartenant à la commune assure, d'une part, à ces communes, le bénéfice de la location des locaux et de la concession du Cercle, à l'exclusion d'intérêts particuliers ; d'autre part, l'interdiction de permettre l'établissement de plus d'un cercle, l'obligation d'installer celui-ci dans des locaux spéciaux, de ne permettre son fonctionnement que pendant la période saisonnière, de soumettre l'octroi de l'arrêté ministériel à telles conditions qu'il plaira, en outre, au Gouvernement d'imposer, les prescriptions concernant la composition du comité du Cercle et celles prévoyant les causes de révocation de l'arrêté, sont autant de clauses destinées à restreindre un usage exagéré ou abusif de l'autorisation et à permettre, le cas échéant, la surveillance et le contrôle.

Enfin, la répartition proposée du produit de la concession des jeux paraît, aux signataires de la proposition, de nature à restituer, autant que possible, aux œuvres d'incontestable utilité publique, une bonne partie des sommes dont la dépense et la circulation méritent tout au moins le grief d'improductivité.

La plupart de nos grandes communes belges sont écrasées sous le fardeau de leur budget de la bienfaisance. Elle trouveraient, dans la constitution du fonds communal proposé, un secours au moins aussi efficace que celui que leur procurent les droits sur l'alcool.

La commune, siège de l'établissement du Cercle, verrait son budget de saison s'équilibrer sans qu'elle pût néanmoins escompter les ressources extraordinaires dont s'agit pour se décharger du soin de faire face, par elle-même, aux devoirs essentiels et généraux imposés par la loi à toutes les communes belges : culte, écoles, traitements de ses fonctionnaires et employés, bienfaisance, police, etc.

L'obligation pour elle de consacrer une part des sommes lui attribuées à la publicité en faveur de ses richesses naturelles est bien faite pour rassurer ceux qui craindraient que le système proposé n'aboutisse à transformer le caractère de ces villes, et qu'ainsi l'attrait de sites d'une incomparable beauté et les vertus curatives de villégiatures renommées ne perdissent leur importance, absorbés par l'activité du Cercle.

Tel est l'esprit de notre proposition de loi.

Elle est comme le dernier appel au sauvetage possible, puisque, d'une part, il est indéniable que nos villes balnéaires ne peuvent vivre sans secours exceptionnels et que, d'autre part, les Chambres sont peu disposées

ERRATUM.

Cette feuille remplace les pages 7 et 8 du document n° 133 distribué antérieurement.

— le sort des propositions d'allocations spéciales déposées antérieurement le démontre — à consacrer à cet objet une part nouvelle des ressources publiques.

Si un autre moyen de même efficacité nous est offert, nous serons heureux de nous y rallier avec le plus vif empressement.

A. BORBOUX.



PROPOSITION DE LOI

portant dérogation, en faveur des localités balnéaires, thermales et climatiques, à la loi du 24 octobre 1902.

ARTICLE PREMIER.

Par dérogation à la loi du 24 octobre 1902, les localités balnéaires, thermales ou climatiques pourront être autorisées à concéder l'établissement, dans des locaux spéciaux, appartenant à la commune, d'un cercle où pourront être pratiqués, pendant la saison, certains jeux de hasard, sous les conditions énoncées dans la présente loi.

ART. 2.

Le caractère balnéaire, thermal ou climatique sera reconnu par arrêté royal, sur avis du Conseil supérieur d'hygiène publique.

L'autorisation prévue par l'article premier sera accordée par arrêté ministériel.

Cet arrêté ne sera pris qu'en suite de l'approbation, par le Ministre de l'Intérieur, des statuts du cercle demandeur en concession, sur avis conforme de l'administration communale de son siège.

WETSVOORSTEL

waarbij ten voordeele van de zeebadplaatsen, de badplaatsen met warme bronnen en de luchtkuurplaatsen kan worden afgeweken van de wet van 24 October 1902.

EERSTE ARTIKEL.

Met afwijking van de wet van 24 October 1902, kunnen de zeebadplaatsen, de badplaatsen met warme bronnen of de luchtkuurplaatsen worden gemachtigd tot het verleen van vergunning voor de oprichting, in afzonderlijke lokalen, aan de gemeente toebehoorende, van een kring waar gedurende het seizoen zekere kansspelen mogen worden gehouden onder de in deze wet gestelde voorwaarden.

ART. 2.

De hoedanigheid van zeebadplaats, van badplaats met warme bronnen of van luchtkuurplaats wordt erkend bij koninklijk besluit, op advies van den hooger raad voor de openbare gezondheid.

De bij artikel 1 voorziene machtiging wordt bij ministerieel besluit verleend.

Dit besluit wordt eerst genomen na goedkeuring, door den Minister van Binnenlandsche Zaken, van de statuten van den kring die de vergunning aanvraagt, op eensluidend advies van het bestuur der gemeente waar de kring zijn zetel heeft.

ART. 3.

Le cercle susdit devra, notamment, réunir les conditions suivantes :

Il devra être privé et exclusivement réservé à ses membres.

Les membres de son comité devront être d'honorabilité connue, n'avoir subi aucune condamnation, jouir de leurs droits civils et politiques.

Les deux tiers au moins des membres de ce comité devront être de nationalité belge.

ART. 4.

L'arrêté ministériel prévu à l'article 2, § 2, déterminera, s'il y a lieu, les autres conditions d'autorisation, notamment celles relatives à la nature des jeux autorisés, à leur fonctionnement, au contrôle et à la surveillance.

ART. 5.

L'autorisation ministérielle est toujours révocable. Elle est révoquée notamment en cas d'inobservation des statuts du cercle ou des clauses de l'arrêté ministériel d'autorisation. Cette révocation pourra être demandée par le conseil communal intéressé, au Ministre, qui devra statuer dans le délai d'un mois.

ART. 6.

Le produit de la concession, indépendamment de la redevance pour loyer ou droit d'occupation des locaux, se répartira comme suit :

50 p. c. à l'État, pour constituer, au profit de toutes les communes du pays, un fonds spécial à affecter aux œuvres de bienfaisance, d'assistance, de prévoyance, d'hygiène ou d'utilité publique ;

ART. 3.

De bedoelde kring moet inzonderheid aan deze vereischten voldoen :

Hij moet besloten en alleen toegankelijk zijn voor zijne leden.

De leden van zijn bestuur moeten als achtbare mannen bekend staan, nooit veroordeeld zijn geweest en hunne burgerlijke en staatkundige rechten bezitten.

Ten minste twee derden der leden van dat bestuur moeten tot de Belgische nationaliteit behooren.

ART. 4.

Het bij artikel 2, 2^{de} lid, voorziene ministerieel besluit bepaalt, zoo er aanleiding toe bestaat, de overige voorwaarden vereischt voor de machtiging, met name die betreffende den aard van de toegelaten spelen, de wijze waarop ze werken, alsmede het daarop uit te oefenen toezicht.

ART. 5.

De ministerieele machtiging kan te allen tijde worden ingetrokken. Zij wordt inzonderheid ingetrokken ingeval van niet-inachtneming der statuten van den kring of der bedingen van het ministerieel besluit tot machtiging. Deze intrekking kan door den belanghebbenden gemeenteraad worden gevraagd aan den Minister; deze moet uitspraak doen binnen ééne maand.

ART. 6.

De opbrengst der vergunning, boven en behalve de vergoeding voor huur of recht van gebruik der lokalen, wordt verdeeld als volgt :

50 t. h. aan den Staat om daarmede, ten voordeele van al de gemeenten des lands, een bijzonder fonds tot stand te brengen, bestemd voor werken van

50 p. c. à la commune, siège de l'établissement du cercle, pour être appliqués exclusivement au développement balnéaire, thermal ou climatérique de la station, au paiement des annuités d'emprunts contractés dans le même but, ainsi qu'à la publicité en faveur des richesses naturelles de la station.

liefdadigheid, onderstand, voorzorg, openbare gezondheid of algemeen nut; 50 t. h. aan de gemeente, waar de kring zijn zetel heeft, om uitsluitend te worden aangewend tot ontwikkeling van de localiteit als zeebadplaats, als badplaats met warme bronnen of als lucht-kuurplaats, tot betaling van de annuïteiten verschuldigd voor de met hetzelfde doel aangegane leeningen, alsmede tot bekendmaking van de bekoorlijkheid door de natuur verleend aan de badplaats.

A. BORBOUX,

A. BUYL,

HAMMAN.

Eug. MULLENDORFF.

Auguste PIL.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 1 APRIL 1909.

Wetsvoorstel waarbij ten voordeele van de zeebadplaatsen, de badplaatsen met warme bronnen en de luchtkuurplaatsen kan worden afgeweken van de wet van 24 October 1902.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het ware overbodig, er zich nog op toe te leggen te bewijzen in welke ruime mate onze badsteden bijdragen tot den algemeenen bloei van 's lands handel en nijverheid.

Niemand zal, anderzijds, betwisten dat de vereischten van het badseizoen vooral de bijzonderste dier steden verplichten tot uitgaven die op verre na niet geëvenredigd zijn aan de inkomsten welke zij mogen verwachten van hunne vaste ingezetenen.

Tot in de jongste jaren had de wetgever begrepen dat de redematigste wijze om aan die steden — inzonderheid aan Oostende en Spa — de buitengewone geldmiddelen te verschaffen welke zij noodig hadden, hierin bestond : haar machtiging te verleen en om een Kring op te richten, waarvan de pacht prijs de uitgaven voor het badseizoen dekken zou.

Op dit oogenblik staat een feit vast — uit dit standpunt alleen willen wij de zaak behandelen — : Oostende en Spa, getroffen door de strenge bepalingen der wet van 24 October 1902, zijn, zoo men haar niet te hulp komt, onvermijdelijk gedoemd tot verval en ondergang.

*
* *

Jammerlijk is de toestand van OOSTENDE :

Wij behoeven niet in herinnering te brengen welk nadeel de strenge toepassing der wet van 1902 berokkent aan hare groote gasthoven, hare restaurants, hare huizen die gemeubileerd worden verhuurd, hare magazijnen waar thans een aantal kostelijke voortbrengselen van 's lands nijverheid voorhanden zijn en aan den man worden gebracht; men dient vooral na te gaan tegen welke financieele moeilijkheden de « *Koningin der zeebadsteden* » nu te worstelen heeft.

De begrooting der stad wordt, wat aangaat den gewonen dienst, sluitend gemaakt dank zij eene ontvangst van 600,000 frank, voorkomende onder het opschrift : « *Pachtprijs van de Kursaal; opbrengst van den dienst der baden en van den Koninklijken Schouwburg.* » Anderzijds is, als ontvangst voor order, op den buitengewonen dienst der begrooting uitgetrokken eene som van 276,000 frank onder het opschrift : « *Stortingen te doen door den pachter van de onderneming der Kursaal, overeenkomstig het lastenkohier.* » De redelijke verdeeling van die belangrijke som onder al de groote sportinrichtingen die zich ten taak hadden gesteld Oostende te doen optreden als een centrum van verfijnd leven en sportfeesten, alsmede het aanwenden van een deel dier som om reclame te maken, droegen machtig veel bij tot den bloei van haar badseizoen. Het stadsbestuur dat voortaan, tegen wil en dank, elke toelage moet ontzeggen aan die machtige sportinrichtingen, zal ervan bewust zijn dat het zijn eigen ondergang bewerkt en Oostende zal doen vervallen tot eene badstad van tweeden rang.

Gesteld dat de wet van 1902 in geen enkel opzicht wordt gewijzigd door uitzonderingsbepalingen die de omstandigheden billijken, dan zal het stadsbestuur verplicht zijn, zich opnieuw voor eigen rekening te belasten met het beheer van Kursaal, baden en schouwburg. Welnu, uit de jongste jaren is gebleken dat dit beheer van Kursaal en baden niet kan worden beschouwd, in de onderstelling dat men het spel volstrekt afschaft, als zijnde eene bron van inkomsten voor de stad, en wel omdat de bezoekers uit alle landen thans overdreven eischen stellen in zake van comfort en kunstniewigheden.

Wat den Koninklijken Schouwburg betreft, het blijkt dat het beheer daarvan, verre van winsten af te werpen voor de stad, haar, volgens niet overdreven ramingen, ten minste 50,000 frank zal doen verliezen. De stad Oostende zal dus elk jaar staan tegenover eene algemeene begrooting die sluit met een tekort van 600,000 frank voor den gewonen, en van 276,000 frank voor den buitengewonen dienst.

Het tekort van 600,000 frank op den gewonen dienst zal natuurlijk slechts door nieuwe belastingen kunnen aangevuld worden. En, neemt men in acht dat het hoofdstuk der opcentiemen en der gemeentebelastingen in 't geheel slechts 529,130 frank voorziet voor het dienstjaar 1909, dan kan men gemakkelijk beseffen welke diepe stoornis in het economisch leven der Oostendenaren zal worden gebracht door deze ontzaglijke verzwaring van belastingen, die op hen drukken zal juist wanneer hun geldelijke toestand zal verslecht zijn uit hoofde van een seizoen dat, naar alle waarschijnlijkheid, op een deerlijk mislukken zal uitloopen.

Om zich een denkbeeld te maken van den huidige algemeenen toestand van Oostende, dient men zich te herinneren welke zware geldelijke lasten voor deze stad voortspruiten uit de aanhechting van de gemeente Maria-kerke en van een gedeelte der gemeenten Steene en Breedene, lasten die vooral de begrooting van de weldadigheid en die van de openbare werken bezwaren.

Ten slotte, dient ook in herinnering te worden gebracht welke op dit

oogenblik de lasten van hare schuld zijn : de stad heeft eene niet invorderbare gevestigde schuld, dagteekenende van vóór 1830 en bedragende fr. 254,029.74, alsmede de volgende invorderbare schulden voortspruitende uit leeningen die werden aangegaan sedert 1831, na het ontstaan van het koninkrijk België.

Leening van 1838	fr. 1,000,000
— 1877	4,000,000
— 1891	325,000
— 1898	25,172,500
— 1909	2,100,000

Ten einde de jammerlijke gevolgen te verhelpen, die voor Oostende moesten voortspruiten uit het aannemen der wet van 1902, stemden de Kamers, wel is waar, er in toe, een bijzonder krediet van 5,000,000 frank ter beschikking van die stad te stellen, doch dat krediet werd spoedig opgeslorpt door de thans uitgevoerde of eerlang aan te besteden werken, waarvan de opsomming hier volgt :

Sint-Pieter en Pauwelkerk	fr. 1,370,000 »
Gezondmaking der Nieuwstraat	86,900 »
Albertlaan	692,009 60
Werken tot inrichting van het nieuwe grondgebied van Oostende	464,029 93
Werken tot inrichting der Oosterwijk	434,454 12
Gezondmaking der wijk van de Meerschstraat	208,645 »
Zuilen-wandelgang	742,751 35
Herstelling der kerk van Mariakerke	14,195 »
Uitbreiding der haveninrichtingen	690,000 »
Verbetering van de wedrenbaan	41,275 »
Waterafleiding uit de vaart van Brugge	84,625 »
Oprichting van eene schietbaan	171,115 »
Te zamen	fr. 5,000,000 »

Dat geldt voor den dag van heden.

Doch, wanneer binnen enkele jaren de groote werken van algemeen belang zullen voltooid zijn, — werken waarvan de eene, namelijk het nieuw rioolnet, thans worden uitgevoerd en de andere volstrekt spoedeischend zijn en dienen te worden uitgevoerd in het belang van den handel, van de zeevisserij en den bloei van het badseizoen; werken die meestal niets opbrengen of niet dadelijk iets opbrengen en waartoe werd besloten op het aanmoedigend aandrigen der hogere machten, — hoe somberder nog en dreigender zal dan de toestand der stad Oostende zijn !

Alsdan — uiterlijk binnen vier jaar — zal zij moeten zorgen voor de aflossing der nieuwe leening van 10 millioen, welke zij zal verplicht zijn aan te gaan om hare economische uitrusting te kunnen voltooien. Voegt men deze aflossing — welke moet worden geraamd op 400,000 frank — bij het tekort van 600,000 frank, dat werd bevonden in hare huidige begrooting,

dan is het ongelukkiglijk maar al te waar dat de huidige belastingen zullen moeten VERDRIEDUBBELD worden om de stadsbegroting sluitend te kunnen maken.

*
* *

De toestand van Spa is niet minder beklagenswaardig.

In 1902, toen een speelgezelschap bestond, trok de stad daarvan een pachtgeld van 125,000 frank, buiten de zeer aanzienlijke toelagen voor feesten en reclame. Zij trok daarenboven de ontvangsten der seizoen-inrichtingen : baden, bronnen, casino, enz.

Zonder vrees voor overdrijving mag men het geheel bedrag van de rechtstreeksche en onrechtstreeksche inkomsten, die ten goede kwamen aan de gemeentebegroting, ramen op nagenoeg 425,000 frank.

Het afschaffen der spelen stelde daar een einde aan, en al de uitgaven, welke het speelgezelschap dekte, vielen uitsluitend ten laste van de stad. Hare begroting sloot uit dien hoofde met een jaarlijksch en gewoon tekort van 250,000 frank. De stad moest nieuwe belastingen invoeren. Ten einde hare uitrusting volledig te maken, moesten aanzienlijke werken ondernomen worden : zij kostten verscheidene millioenen, waarvan er haar twee werden verleend door de Wetgevende Kamers bij wijze van bijzondere kredieten, bestemd om voor Spa de vermoedelijke gevolgen van de afschaffing der spelen te verhelpen (1).

(1) Voor de onteigeningen voor het bouwen van de Kursaal, buiten het « Hôtel d'Orange » (500,000 frank, waarvan moet worden afgetrokken 100,000 frank wegens den verkoop van de meubelen en den wijn van dat hotel en die de stad heeft ontvangen), werd eene uitgaaf gedaan van fr. 715,167.98. (Verslag over de gemeentezaken, 1904, bl. 10.)

De interesten der 500,000 frank voor het Hôtel d'Orange, bij erflating overgegaan op de Godshuizen van Spa, worden aan die Godshuizen betaald tegen 3 t. h.

Volgens de overeenkomst van 27 November 1903 werd, van de dotatie van 2 millioen frank, eene som van 1,200,000 frank voorbehouden voor het bouwen van de Kursaal. Bij deze som moet worden gevoegd 274,285 frank, bedrag van den verkoop van het boschdomein van de Heid Fanard aan den Staat.

De volgende uitgaven, mits aftrekking der toelagen van Staat en Provincie, werden gedekt uit het bijzonder fonds :

- Riolen, Renierlaan ;
- Riolen, verlengde Leopoldstraat ;
- Waterleiding van de Heid du Meunier en van Prefayhay ;
- Riolen, Markstraat, Engelschmanslaan, IJensterstraat, Deleaustraat, Pasay Fleon, Clusins en Chapmanlaan ;
- Aankoop van zelfwerkende Daultonzuigers ;
- Vergrooting van de baden en betere schikking ;
- Aankoop van wedrenbanen en tennispleinen ;
- — den « Jardin des Roses » ;
- — den Pouthon « Prince de Condé » ;
- Gedeeltelijke herstelling der waterleiding van Creppe ;
- Verlenging van de waterleiding der baan van Stavelot ;
- Herstelling van den schouwburg van het Casino ;
- der badkabielen ;
- Hernieuwing van de waterleiding der bron Marie-Henriette ;

De schuld van de stad bedraagt thans 6,600,000 frank (830 frank per inwoner!) en ten gevolge van nieuwe belastingen, onlangs door den gemeenteraad gelegd, werden de opcentiemen gebracht tot op 200, buiten den aanslag op het kadastraal inkomen, die 8 t. h. beloopt, en talrijke andere nieuwe lasten die werden ingevoerd, zooals belasting op de meubelen, op het verhuren, enz.

Niettegenstaande deze nieuwe inkomsten kan de begrooting niet sluitend worden gemaakt, tenzij door het ontvangen van een aanzienlijk jaargeld voor het verpachten van de badinrichtingen en door den pachter te verplichten het tekort aan te vullen, dat de begrooting voor de feestelijkheden en voor de reclame steeds oplevert.

Buiten het middel dat het onderhavig wetsvoorstel aan de stad Spa voorbehoudt, zal deze verplicht zijn, haar badseizoen op hare kosten in te richten en uit te zien naar geldmiddelen om een nieuw en zeker tekort te dekken, dat ten minste 200 tot 250,000 frank bedragen zal. Daarom mag men 475 opcentiemen te gemoet zien, te betalen door hare 8,000 schatplichtigen die de openbare machten, slechts bekommerd om het behoud van de schoonheid en schilderachtigheid dier weergalooze streken, zelfs niet machtigen om bestaanmiddelen te zoeken in het ondernemen van nijverheidsbedrijven. Dat staat gelijk met de ontvluchting en de verlating van de gemeente Spa door hare inwoners zelf; dat staat gelijk met de verdwijning, als badstad, van die *Paarl der Ardennen*, welke sedert eeuwen de wereld door bekend is, en — 't zij hier terloops gezegd, — van 1831 tot slechts 1872, 23 miljoen frank ten bate van de schatkist van den Staat opbracht wegens rechtstreeks gestorte ontvangsten.

Daar deze toestand daarenboven nog verergert door den stilstand des handels, voortspruitende uit een wellicht niet te vermijden vermindering van het aantal badgasten, — dat blijkt volkomen uit het verleden — zien, te Oostende en te Spa, duizenden handelaars het failliet te gemoet, is eene gansche bevolking van brave lieden gedoemd tot geldgebrek, ja, tot ellende en wordt aanleiding gegeven tot het verval van twee bewonderens-

. Herstelling van het zwemdok. (Gemeenteverslag, 1904, bl. 8 en 9.)

Kortom, volgens de gemeentelijke stukken werd het bijzonder fonds van 2 miljoen aangewend als volgt :

Aankopen en allerhande pas vermelde werken	fr.	800,000
Bouwen van de Kursaal		1,200,000

Voor het bouwen van de Kursaal schonk de Staat :

1,200,000 frank uit het bijzonder fonds,

274,285 — , opbrengst van den verkoop der bosschen.

Hetzij te zamen 1,474,285 frank.

De onteigeningen kostten	fr.	715,167.98
Bleef over voor de gebouwen		759,117.02

Het gemeenteverslag voor 1904-1905 vermeldt, op bl. 8, dat het beschikbaar saldo, uitsluitend bestemd voor het opbouwen van de Kursaal, op 12 Juli 1905 794,213 frank bedroeg. (Brief van den heer Minister van Financiën en Openbare Werken, 12 Juli 1905, 2^e deel, n^o 6825, XVII. Registratie.)

waardige badsteden, die voortaan niet meer zullen kunnen komen op den eersten rang welken zij onder al de steden van het vasteland hadden verworven door haar schitterend leven, door de pracht en de verscheidenheid harer sportfeesten.

*
* *

Dat zijn de redenen waarom de onderteekenaars van het onderhavig wetsvoorstel zich gerechtigd achten om te vragen dat voor onze zeebadsteden, badplaatsen met warme bronnen en luchtkuurplaatsen opnieuw worde ingevoerd de uitzonderingsregeling, welke de Prinsen-Bisschoppen van Luik en, na hen, de Belgische openbare machten, zoo wijselijk aan Spa en Oostende hadden vergund.

Eenieder weet immers dat de Prinsen-Bisschoppen van Luik aan de stad Spa machtiging verleenden om een kring te openen ten einde de sluiting van de geheime speelhuizen te bekomen, en dat later, onder den regeeringsvorm gehuldigd in 1850, de Minister van Binnenlandsche Zaken op zijne beurt machtiging verleende aan het gemeentebestuur om een speelkring te handhaven.

Toen de overeenkomst, in 1846 opgemaakt door Graaf de Theux, Minister van Binnenlandsche Zaken, verviel, werd zij hernieuwd en verlengd tot 1861 door den Minister van Binnenlandsche Zaken, Karel Rogier.

In December 1858, drie jaar vóór het vervallen van de overeenkomst, werd het contract, den 24ⁿ October van ditzelfde jaar gesloten tusschen het gemeentebestuur van Spa en de aandeelhouders van het speelgezelschap dier stad ter hernieuwing van het voorrecht voor een tijdsverloop van twee en twintig jaar, door den Minister goedgekeurd.

Krachtens een keizerlijk decreet van 1806 waren, wel is waar, de kansspelen en de speelhuizen verboden en moesten de procureurs-generaal de overtreders ambtshalve vervolgen. Heden is het keizerlijk decreet vervangen door de wet van 1902. Er dient echter te worden aangemerkt dat bij het decreet van 1806 twee uitzonderingen waren voorzien :

Artikel 4 *machtigde den Minister* om bijzondere reglementen te maken, toepasselijk op de hoofdstad en op de badplaatsen *met mineraalwateren*. 't Is deze uitzondering, door den Minister toegestaan, welke steeds aan de stad Spa ten goede kwam.

De stad Oostende, op hare beurt weldra gedwongen door de noodwendigheden harer uitbreiding als badstad, alsmede door de dringende noodzakelijkheid de toename te stremmen van de geheime speelhuizen waarmede zij geplaagd was, eischte krachtdadig het voorrecht van eene uitzondering die, naar luid van het decreet, uitsluitend voor steden *met mineraalwateren* scheen bestemd te zijn. Een koninklijk besluit van 25 November 1863 stond die uitzondering toe mits de verplichting, de opbrengst van den speelkring naar zekere verhouding te verdeelen onder Oostende, Blankenberge, Nieuwpoort, Chaudfontaine en Heist.

Daaruit volgt dat, zoo het waar is dat de moeilijke omstandigheden, waartegen Spa en Oostende heden te worstelen hebben, zouden volstaan om een meer dan ooit noodzakelijk geworden uitzonderingstelsel te rechtvaardigen,

het even waar is dat het onderhavig wetsvoorstel slechts de voortzetting is van wetsbepalingen, door het Staatsbestuur onafgebroken gehuldigd.

Meer nog : het wetsvoorstel, dat wij de eer hebben aan de tegenwoordige Kamers te onderwerpen, levert, ons dunkens, veel meer voordeelen op dan de vroegere wetten, en tevens ernstige waarborgen tegen mogelijke misbruiken op dat gebied. Men kan zich daarvan gemakkelijk overtuigen door het onderstaande onderzoek van den samenhang van het voorstel.

*
* *

Om aan de wet eene rekbaarheid te laten, strookende met debillijke eischen van de steden die mochten verkeerren in nagenoeg gelijken toestand als Spa en Oostende, huldigt het voorstel het beginsel, dat zij gelden zal voor andere plaatsen, mits deze bij Koninklijk besluit worden opgenomen onder de zeebadsteden, badplaatsen met warme bronnen of luchtkuurplaatsen. Het Koninklijk besluit zou worden genomen op eensluidend advies van de bestuursinrichting die op dat gebied 't meest bevoegd is, namelijk : de Hoogere Raad voor de openbare gezondheid.

De machtiging tot het verleenen van vergunning voor de oprichting van een speelkring in de aldus ingedeelde plaatsen, zou daarenboven bij ministerieel besluit moeten verleend worden.

De ondertekenaars van het voorstel meenen dat die voorwaarden de Kamers zullen geruststellen over het mogelijk misbruik van de algemeene toepasselijkheid der wet op de verschillende gemeenten van het land.

De bepaling, krachtens welke men geene vergunning voor het oprichten van een kring kan verleenen, zoo deze niet is gevestigd in lokalen aan de gemeente toebehoorende, verzekert, eenerzijds, aan deze gemeenten het voordeel van het verpachten der lokalen en van het vergunnen van den kring, ter uitsluiting van private belangen; de bepaling krachtens welke men voor het oprichten van meer dan één kring geen vergunning kan verleenen, zijne verplichte vestiging in afzonderlijke lokalen, het openen van den kring gedurende het badseizoen alleen, de vrijheid toegekend aan de Regeering om voor de machtiging alle andere voorwaarden te stellen die zij zal noodig achten, de voorschriften betreffende de samenstelling van het bestuur van den kring, en de bepalingen waarbij zijn voorzien de oorzaken die aanleiding geven tot de intrekking van het besluit,—dat zijn, anderzijds, evenveel bepalingen bestemd om een overdreven gebruik of een misbruik der machtiging te beletten en, bij voorkomend geval, om toe- en nazicht mogelijk te maken.

Ten slotte, achten de ondertekenaars dat de voorgestelde verdeeling van de opbrengst der vergunning van aard is om, zoo ruim mogelijk, aan werken van onbetwistbaar algemeen belang een merkelyk gedeelte der gelden terug te geven, wier uitgaaf en omloop in elk geval als overbodig mogen beschouwd worden.

Het meerendeel van onze groote Belgische gemeenten gaan gebukt onder den last harer begrooting van weldadigheid. Het tot stand brengen van het voorgestelde gemeentefonds ware voor haar een hulpmiddel, dat ten

minste even doelmatig zijn zou als het hulpmiddel verstrekt door de rechten op den alcohol.

De gemeente, waar de Kring gevestigd is, zou hare begrooting voor het badseizoen sluitend maken, zonder echter op bedoelde buitengewone inkomsten te mogen rekenen ten einde zich te ontlasten van de zorg om op hare eigen krachten te voldoen aan de hoofdzakelijke en algemeene plichten, welke door de wet aan alle gemeenten van het land zijn opgelegd : cere-dienst, scholen, jaarwedden harer ambtenaren en bedienden, weldadig-heid, politie, enz.

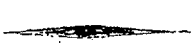
De bepaling, krachtens welke zij verplicht is een deel van de haar toegekende gelden aan te wenden tot bekendmaking van de bekoorlijkheid, haar door de natuur verleend, is wel geschikt om diegenen gerust te stellen, welke vreezen dat de voorgestelde regeling voorgevolg mocht hebben den aard der steden te wijzigen en dat alzoo de aantrekkelijkheid der landschappen met weergalooze schoonheid zou verminderen en de rustoorden, als kuurplaatsen beroemd, minder belang zouden opleveren, daar de bedrijvigheid van den Kring alles zou opslurpen.

Dat is de strekking van ons wetsvoorstel.

't Is als een laatste oproep tot de mogelijke redding; het is immers, enerzijds, onbetwistbaar dat onze badsteden niet kunnen bestaan zonder buitengewone hulp, en, anderzijds, zijn de Kamers er weinig op uit — dat blijkt uit het onthaal dat te beurt viel aan vroeger ingediende voorstellen tot het toestaan van bijzondere toelagen — om een nieuw deel uit 's lands geldmiddelen daaraan te besteden.

Wordt ons een ander even doelmatig middel aangewezen, niet genoeg en zeer gereedelijk zullen wij ons daarmee vereenigen.

A. BORBOUX.



PROPOSITION DE LOI

portant dérogation, en faveur des localités balnéaires, thermales et climatiques, à la loi du 24 octobre 1902.

ARTICLE PREMIER.

Par dérogation à la loi du 24 octobre 1902, les localités balnéaires, thermales ou climatiques pourront être autorisées à concéder l'établissement, dans des locaux spéciaux, appartenant à la commune, d'un cercle où pourront être pratiqués, pendant la saison, certains jeux de hasard, sous les conditions énoncées dans la présente loi.

ART. 2.

Le caractère balnéaire, thermal ou climatique sera reconnu par arrêté royal, sur avis du Conseil supérieur d'hygiène publique.

L'autorisation prévue par l'article premier sera accordée par arrêté ministériel.

Cet arrêté ne sera pris qu'en suite de l'approbation, par le Ministre de l'Intérieur, des statuts du cercle demandeur en concession, sur avis conforme de l'administration communale de son siège.

WETSVOORSTEL

waarbij ten voordeele van de zeebadplaatsen, de badplaatsen met warme bronnen en de luchtkuurplaatsen kan worden afgeweken van de wet van 24 October 1902.

EERSTE ARTIKEL.

Met afwijking van de wet van 24 October 1902, kunnen de zeebadplaatsen, de badplaatsen met warme bronnen of de luchtkuurplaatsen worden gemachtigd tot het verleen van vergunning voor de oprichting, in afzonderlijke lokalen, aan de gemeente toebehoorende, van een kring waar gedurende het seizoen zekere kansspelen mogen worden gehouden onder de in deze wet gestelde voorwaarden.

ART. 2.

De hoedanigheid van zeebadplaats, van badplaats met warme bronnen of van luchtkuurplaats wordt erkend bij koninklijk besluit, op advies van den hooger raad voor de openbare gezondheid.

De bij artikel 1 voorziene machtiging wordt bij ministerieel besluit verleend.

Dit besluit wordt eerst genomen na goedkeuring, door den Minister van Binnenlandsche Zaken, van de statuten van den kring die de vergunning aanvraagt, op eensluidend advies van het bestuur der gemeente waar de kring zijn zetel heeft.

ART. 3.

Le cercle susdit devra, notamment, réunir les conditions suivantes :

Il devra être privé et exclusivement réservé à ses membres.

Les membres de son comité devront être d'honorabilité connue, n'avoir subi aucune condamnation, jouir de leurs droits civils et politiques.

Les deux tiers au moins des membres de ce comité devront être de nationalité belge.

ART. 4.

L'arrêté ministériel prévu à l'article 2, § 2, déterminera, s'il y a lieu, les autres conditions d'autorisation, notamment celles relatives à la nature des jeux autorisés, à leur fonctionnement, au contrôle et à la surveillance.

ART. 5.

L'autorisation ministérielle est toujours révocable. Elle est révoquée notamment en cas d'inobservation des statuts du cercle ou des clauses de l'arrêté ministériel d'autorisation. Cette révocation pourra être demandée par le conseil communal intéressé, au Ministre, qui devra statuer dans le délai d'un mois.

ART. 6.

Le produit de la concession, indépendamment de la redevance pour loyer ou droit d'occupation des locaux, se répartira comme suit :

50 p. c. à l'État, pour constituer, au profit de toutes les communes du pays, un fonds spécial à affecter aux œuvres de bienfaisance, d'assistance, de prévoyance, d'hygiène ou d'utilité publique ;

ART. 3.

De bedoelde kring moet inzonderheid aan deze vereischten voldoen :

Hij moet besloten en alleen toegankelijk zijn voor zijne leden.

De leden van zijn bestuur moeten als achtbare mannen bekend staan, nooit veroordeeld zijn geweest en hunne burgerlijke en staatkundige rechten bezitten.

Ten minste twee derden der leden van dat bestuur moeten tot de Belgische nationaliteit behooren.

ART. 4.

Het bij artikel 2, 2^{de} lid, voorziene ministerieel besluit bepaalt, zoo er aanleiding toe bestaat, de overige voorwaarden vereischt voor de machtiging, met name die betreffende den aard van de toegelaten spelen, de wijze waarop ze werken, alsmede het daarop uit te oefenen toezicht.

ART. 5.

De ministerieele machtiging kan te allen tijde worden ingetrokken. Zij wordt inzonderheid ingetrokken ingeval van niet-inachtneming der statuten van den kring of der bedingen van het ministerieel besluit tot machtiging. Deze intrekking kan door den belanghebbenden gemeenteraad worden gevraagd aan den Minister; deze moet uitspraak doen binnen ééne maand.

ART. 6.

De opbrengst der vergunning, boven en behalve de vergoeding voor huur of recht van gebruik der lokalen, wordt verdeeld als volgt :

50 t. h. aan den Staat om daarmede, ten voordeele van al de gemeenten des lands, een bijzonder fonds tot stand te brengen, bestemd voor werken van

50 p. c. à la commune, siège de l'établissement du cercle, pour être appliqués exclusivement au développement balnéaire, thermal ou climatérique de la station, au paiement des annuités d'emprunts contractés dans le même but, ainsi qu'à la publicité en faveur des richesses naturelles de la station.

liefdadigheid, onderstand, voorzorg, openbare gezondheid of algemeen nut;

50 t. h. aan de gemeente, waar de kring zijn zetel heeft, om uitsluitend te worden aangewend tot ontwikkeling van de localiteit als zeebadplaats, als badplaats met warme bronnen of als lucht-kuurplaats, tot betaling van de annuïteiten verschuldigd voor de met hetzelfde doel aangegane leeningen, alsmede tot bekendmaking van de bekoorlijkheid door de natuur verleend aan de badplaats.

A. BORBOUX,

A. BUYL,

HAMMAN.

Eug. MULLENDORFF.

Auguste PIL.
